



Le tarif douanier, un instrument à double facette : entre levier fiscal et protectionnisme économique – Analyse de son application aux Etats-Unis sous l’administration Trump en 2025

Paulin IBANDA KABAKA

Citer cette version :

P. IBANDA KABAKA, « Le tarif douanier, un instrument à double facette : entre levier fiscal et protectionnisme économique – Analyse de son application aux Etats-Unis sous l'administration Trump en 2025 », in RDU, vol. 2, n° 1/2025, Juin 2025, pp. 85-116.

Édition électronique URL : <https://rdu.cd/article.php?id=1>

DOI : 10.67016 ISSN 3005-7078 (numérique)

ISSN 3005-706X (imprimé)

Dépôt légal : ZR 3.02310-57531

Les articles sont diffusés sous licence :



Vol.2, n° 1/2025



LE TARIF DOUANIER, UN INSTRUMENT A DOUBLE FACETTE : ENTRE LEVIER FISCAL ET PROTECTIONNISME ECONOMIQUE – ANALYSE DE SON APPLICATION AUX ETATS- UNIS SOUS L'ADMINISTRATION TRUMP EN 2025

Paulin IBANDA KABAKA

Professeur de Droit à l'UPN et ancien élève diplômé de l'ENFIP/France

RESUME

Le tarif douanier est un instrument économique à double facette, oscillant entre sa fonction de levier fiscal et son rôle dans le protectionnisme économique. D'un côté, il constitue une source de revenus pour l'État, en imposant des droits sur les importations, contribuant ainsi au financement des dépenses publiques. De l'autre, il sert d'outil stratégique pour protéger les industries nationales contre la concurrence étrangère, en rendant les produits importés plus coûteux et en incitant à la consommation de biens domestiques. Sous l'administration Trump, cette approche protectionniste s'est manifestée par une hausse significative des tarifs douaniers, notamment sur les importations chinoises et européennes, dans le but de relocaliser la production et de réduire le déficit commercial des États-Unis. L'application de ces mesures tarifaires sous l'administration Trump en 2025 a eu des effets ambivalents. D'un côté, certaines industries nationales, comme l'acier et l'aluminium, ont bénéficié d'une protection accrue, favorisant une hausse de la production locale et du taux d'emploi dans ces secteurs. Toutefois, ces politiques ont également entraîné des représailles commerciales, notamment de la part de la Chine et de l'Union européenne, qui ont imposé leurs propres surtaxes sur des produits américains. En conséquence, des secteurs clés de l'économie américaine, tels que l'agriculture et l'automobile, ont subi des pertes de compétitivité et une diminution des exportations. Par ailleurs, l'augmentation des coûts d'importation s'est traduite par une hausse des prix pour les consommateurs et les entreprises dépendant des chaînes d'approvisionnement mondiales. Le président américain a annoncé le 2 avril 2025 un droit de douane plancher de 10 % sur toutes les importations, ainsi que des surtaxes ciblées pour les pays jugés particulièrement hostiles en matière commerciale¹. Les marchandises de l'Union européenne subiront ainsi 20 % de taxes, celles de la Chine 34 %. En dépit du risque inflationniste qu'elles font peser, les taxes douanières sont, aux yeux du président américain, une arme universelle permettant à la fois de réindustrialiser les États-Unis, de réduire leur déficit commercial, de résorber le déficit budgétaire, de doper l'emploi et d'établir un rapport de force plus favorable à Washington sur la scène internationale. À l'heure actuelle, les effets probables de ces mesures protectionnistes continuent de peser sur l'économie américaine et mondiale. D'une part, la persistance de barrières douanières pourrait stimuler certains secteurs industriels, mais au prix d'une inflation accrue et d'une réduction du pouvoir d'achat des ménages. D'autre part, le climat d'incertitude commerciale risque d'entraver les investissements étrangers et de détériorer les relations économiques internationales.

¹ La hausse des tarifs douaniers décidée par le président américain Donald Trump le 2 avril 2025, jour qu'il qualifie de « Liberation Day », se présente en gros de la manière suivante : un minimum de 10% pour tous les pays du monde, sauf les pays qui font l'objet de sanctions économiques américaines comme la Russie et la Corée du Nord. Par ailleurs, une soixante des pays qui vendent énormément aux Etats-Unis sont lourdement frappés en utilisant une formule de calcul ubuesque (déficit commercial divisé par les importations américaines) : Lesotho 50%, Vietnam 46%, Chine 34%, Inde 26%, Japon 24%, Union Européenne 20%. Ces hausses tarifaires de Trump qui portent atteinte à la stabilité du système commercial et financier international, viennent de faire perdre près de 8 % aux places boursières mondiales en 2 jours. (Propos rédigés le 5 avril 2025).

Face à ces enjeux, une réévaluation de la politique tarifaire pourrait s'imposer pour équilibrer les intérêts nationaux et les impératifs de la coopération économique mondiale.

Mots-clés : Droit douanier, tarif douanier, Trump, États-Unis d'Amérique, douane, guerre commerciale, représailles commerciales, Union Européenne, Canada, Chine et AGOA.

ABSTRACT

The customs tariff is a dual-purpose economic instrument, oscillating between its function as a fiscal lever and its role in economic protectionism. On one hand, it serves as a source of state revenue by imposing duties on imports, thus contributing to the financing of public expenditure. On the other hand, it acts as a strategic tool to shield domestic industries from foreign competition by making imported products more expensive and encouraging the consumption of locally produced goods. Under the Trump administration, this protectionist approach materialized through a significant increase in customs duties, particularly targeting imports from China and the European Union, with the aim of reshoring production and reducing the United States' trade deficit. The implementation of these tariff measures under the Trump administration in 2025 has produced mixed effects. On the one hand, certain domestic industries such as steel and aluminum benefited from increased protection, which led to a rise in local production and employment in these sectors. However, these policies also triggered retaliatory measures, particularly from China and the European Union, which imposed their own tariffs on American goods. As a result, key sectors of the U.S. economy, such as agriculture and the automotive industry, suffered losses in competitiveness and declining exports. Furthermore, the rise in import costs translated into higher prices for consumers and businesses reliant on global supply chains. On April 2, 2025, the American president announced a baseline tariff of 10% on all imports, along with targeted surcharges for countries deemed particularly hostile in trade relations. Goods from the European Union will be taxed at 20%, and those from China at 34%. Despite the inflationary risk they pose, these customs duties are, in the eyes of the American president, a universal weapon to reindustrialize the United States, reduce its trade deficit, address the budget shortfall, boost employment, and establish a more favorable balance of power for Washington on the international stage. At present, the likely effects of these protectionist measures continue to weigh on both the U.S. and global economies. On the one hand, the persistence of tariff barriers may stimulate certain industrial sectors, but at the cost of rising inflation and reduced household purchasing power. On the other hand, the climate of commercial uncertainty risks hindering foreign investment and deteriorating international economic relations. In light of these challenges, a reassessment of tariff policy may be necessary to balance national interests with the demands of global economic cooperation.

Keywords: Customs law, customs tariff, Trump, United States of America, customs, trade war, trade retaliation, European Union, Canada, China and AGOA.

INTRODUCTION

Les droits de douane, également appelés taxes douanières ou tarifs douaniers, sont des impôts prélevés sur les marchandises lorsqu'elles franchissent les frontières nationales, que ce soit à l'importation ou à l'exportation². Selon P. IBANDA KABAKA, « le tarif douanier est un répertoire qui reprend les différents produits susceptibles d'être exportés et importés et le tarif auquel chacun d'eux est taxé par la Douane »³. Et ces taxes douanières sont généralement appliquées pour réguler les échanges commerciaux, protéger les industries locales et générer des revenus pour l'État⁴.

² J. BASTID et J.-P. DEMUMIEUX, *Les douanes*, Paris, PUF, coll. Le Point des connaissances actuelles, 1976, p.15.

³ P. IBANDA KABAKA, *Droit congolais de recettes fiscales et douanières à l'aune du droit français*, Paris, Edilivre, 2024, p.346.

⁴ J. BANGGUI, « La douane et les droits de douane en Chine -évolution, réformes et défis », in *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, 2018, 2. Disponible sur <https://amu.hal.science/hal-03205738v1>. Consulté le 30 mars 2025.

Le droit douanier est une branche du droit public qui régit les règles et procédures liées aux importations et exportations de marchandises⁵. Il joue un rôle crucial dans la régulation des échanges commerciaux internationaux et la protection des intérêts économiques des États.

Les droits de douane remplissent principalement deux fonctions essentielles⁶. Premièrement, ils servent à mobiliser des recettes publiques en constituant une source significative de revenus pour les gouvernements. En taxant les produits importés, l'État perçoit des fonds qui peuvent être alloués à divers secteurs tels que l'éducation, la santé ou les infrastructures. Deuxièmement, les droits de douane agissent comme un instrument de protection de l'économie nationale. En augmentant le coût des produits étrangers, ils encouragent les consommateurs à privilégier les produits locaux, soutenant ainsi les industries nationales et préservant les emplois.

En 2024-2025, le contexte du commerce international est marqué par des tensions croissantes et une montée du protectionnisme. Les différends commerciaux entre grandes puissances économiques, notamment entre les États-Unis, la Chine et l'Union européenne, relancés par Donald Trump après son élection à la tête des États-Unis, sont susceptibles d'entraîner l'imposition de tarifs douaniers réciproques, perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales et affectant la croissance économique⁷. Les organisations internationales, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), peinent à jouer leur rôle de médiateur en raison de la remise en question de leur légitimité et de leur efficacité par la nouvelle Administration américaine.

L'administration de Donald Trump, réélu en novembre 2024⁸, poursuit une politique commerciale axée sur l'imposition de droits de douane élevés pour protéger les industries américaines et réduire le déficit commercial. En février 2025, le président Trump a signé des décrets instaurant des droits de douane de 25 % sur les importations d'acier et d'aluminium en provenance de tous les pays, à l'exception de l'Australie⁹. Cette mesure a remplacé les accords précédemment conclus et a suscité des réactions mitigées de la part des partenaires commerciaux des États-Unis.

En mars 2025, l'administration Trump a annoncé l'imposition de droits de douane de 25 % sur tous les véhicules importés ne provenant pas des États-Unis, affectant ainsi les voitures de tourisme, les camionnettes légères et certaines pièces automobiles¹⁰. Cette décision vise à stimuler la production nationale et à réduire la dépendance aux importations étrangères. Cependant, elle a également provoqué des inquiétudes parmi les partenaires commerciaux et les fabricants étrangers, qui craignent des mesures de rétorsion et des perturbations du marché.

Par ailleurs, le président Trump a exprimé sa volonté de négocier des accords avec les pays cherchant à éviter les tarifs américains, mais uniquement après la mise en place des tarifs réciproques prévue pour

⁵ J.-L. ALBERT, *Le droit douanier de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2020, p. 19.

⁶ P. IBANDA KABAKA, *Op.cit.*, p.344.

⁷ Selon Antoine BOUET, Economiste et Directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales, La nouvelle politique commerciale des Etats-Unis s'inscrit dans une logique de coercition. En s'appuyant sur l'utilisation des droits de douane comme levier de pression, cette stratégie vise à restreindre l'accès au marché américain, particulièrement pour les pays dépendants de leurs exportations vers les Etats-Unis. Disponible sur <https://www.caissedesdepots.fr/blog/article/le-protectionnisme-de-donald-trump-reciprocite-et-coercition>. Consulté le 28 mars 2025.

⁸ Disponible sur https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_pr%C3%A9sidentielle_am%C3%A9ricaine_de_2024. Consulté le 30 mars 2025.

⁹ L'annonce par le président américain, Donald Trump, jeudi 13 février, de la mise en place de droits de douane réciproques, d'ici aux six prochains mois, a sidéré les partenaires des Etats-Unis tout en détruisant la fragile architecture des échanges internationaux bâtie sur les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle est aussi un casse-tête. Les douanes américaines gèrent 13 000 tarifs différents pour chacun de leurs 200 pays partenaires, ce qui signifie qu'elles vont devoir passer en revue près de 2,6 millions de droits de douane... au moment même où Elon Musk veut purger l'administration de ses fonctionnaires. Avec son décret instaurant des droits de douane réciproques, d'ici aux six prochains mois, le président américain réduit en cendres tous les traités de libre-échange longuement négociés avec des pays comme la Corée du Sud, le Mexique ou le Canada. Disponible sur https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/02/17/donald-trump-accelere-la-recomposition-du-commerce-mondial_6550245_3234.html. Consulté le 27 mars 2025.

¹⁰ Disponible sur https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/03/26/trump-annonce-des-droits-de-douane-supplementaires-de-25-sur-toutes-les-voitures-qui-ne-sont-pas-fabriquees-aux-etats-unis_6586545_3234.html. Consulté le 28 mars 2025.

le 2 avril 2025. Cette approche conditionnelle reflète la stratégie de l'administration visant à utiliser les droits de douane comme levier dans les négociations commerciales internationales.

Cette politique commerciale agressive a des implications significatives pour l'économie mondiale. Les mesures protectionnistes adoptées par les États-Unis encouragent d'autres nations à adopter des politiques similaires, risquant d'entraîner une escalade des tensions commerciales et une fragmentation accrue des marchés internationaux. Les entreprises multinationales doivent naviguer dans un environnement commercial de plus en plus complexe, marqué par l'incertitude et la volatilité des politiques tarifaires.

Les droits de douane, en tant qu'outils de politique économique, jouent un rôle complexe dans l'équilibre entre la protection des industries nationales et la promotion d'un commerce international ouvert et équitable. L'utilisation stratégique des tarifs douaniers par l'administration Trump en 2025 illustre les défis et les controverses associés à ces mesures, soulignant la nécessité d'une approche équilibrée pour favoriser la croissance économique tout en préservant les intérêts nationaux.

I. LES FONCTIONS DU TARIF DOUANIER : ENTRE FISCALITE ET PROTECTIONNISME

Le tarif douanier remplit une double fonction essentielle dans la politique économique des États : d'une part, il constitue un instrument fiscal permettant de mobiliser des recettes publiques grâce aux droits perçus sur les importations et, dans certains cas, sur les exportations ; d'autre part, il sert d'outil de protectionnisme économique en rendant les produits étrangers moins compétitifs afin de favoriser la production nationale¹¹. Ce double rôle soulève des débats sur l'efficacité et les conséquences des mesures tarifaires, oscillant entre la nécessité de financer les dépenses publiques et celle de protéger les secteurs stratégiques face à la concurrence internationale.

1.1. Le tarif douanier comme outil de mobilisation des recettes publiques

1.1.1. Mécanisme de perception des droits de douane

Les droits de douane constituent une source importante de revenus pour les États, en particulier ceux dont l'économie repose fortement sur le commerce extérieur. Leur perception repose sur un mécanisme précis encadré par les administrations douanières, qui fixent les tarifs applicables en fonction de la nature des marchandises et de leur origine. Ces tarifs peuvent être spécifiques, lorsqu'ils sont calculés en fonction du poids, du volume ou de l'unité de mesure du produit, ou ad valorem, lorsqu'ils sont exprimés en pourcentage de la valeur de la marchandise importée¹². Le montant des droits à payer est déterminé sur la base de la valeur en douane, généralement établie selon les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), afin d'assurer une taxation équitable et transparente des flux commerciaux.

La perception des droits de douane s'effectue lors du passage des marchandises aux frontières ou dans les ports et aéroports, où les services douaniers procèdent aux vérifications nécessaires avant leur mise en circulation sur le marché national. L'importateur est tenu de soumettre une déclaration en douane précisant la nature, la valeur et l'origine des produits, documents à l'appui. Une fois ces informations validées, l'administration douanière applique les taux prévus par le tarif en vigueur et exige le paiement des droits correspondants avant la libération des marchandises. Ce processus est facilité par la digitalisation des procédures douanières, qui permet un contrôle plus rapide et limite les risques de fraude ou d'évasion fiscale.

Les recettes issues des droits de douane représentent une part non négligeable du budget des États, notamment dans les pays en développement où la fiscalité interne est souvent insuffisante pour couvrir les dépenses publiques¹³. En taxant les importations, les gouvernements obtiennent des ressources

¹¹ P. IBANDA KABAKA, *Op.cit.*, p.346.

¹² M.-T. BORRELLY-BITSCH, « Les répercussions du tarif douanier français de 1910 sur les relations franco-belges », in *Relations internationales*, 1978, pp. 285-299.

¹³ M. KOWALSKI, « Répercussions des modifications des droits de douane sur les recettes publiques des pays en développement », in *Dynamiser les échanges : les enjeux du développement dans le système commercial multilatéral*, Bruxelles, OCDE, 2006, pp. 123-149.

financières qui peuvent être réinvesties dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé ou les infrastructures¹⁴. Dans certaines économies dépendantes du commerce international, les recettes douanières constituent parfois l'une des principales sources de financement, ce qui explique la vigilance des autorités à maintenir un cadre rigoureux de perception et de contrôle. Toutefois, une dépendance excessive à ces revenus peut poser problème en cas de réduction du volume des échanges, notamment lors de crises économiques ou de fluctuations du commerce mondial.

Malgré son rôle crucial dans la mobilisation des recettes publiques, le tarif douanier présente des limites. Une fiscalité douanière trop élevée peut dissuader les importateurs et réduire les échanges commerciaux, entraînant ainsi une diminution des recettes à long terme. De plus, les accords de libre-échange et les unions douanières réduisent progressivement les barrières tarifaires, obligeant les États à diversifier leurs sources de revenus pour compenser les pertes fiscales. Ainsi, si les droits de douane restent un levier essentiel pour financer les budgets publics, leur efficacité dépend d'un équilibre entre taxation, compétitivité économique et intégration aux dynamiques du commerce international.

1.1.2. Impact sur le budget de l'État

Les recettes générées par les droits de douane constituent une ressource budgétaire essentielle pour de nombreux États, leur permettant de financer les dépenses publiques et de garantir l'équilibre des finances nationales¹⁵. En taxant les importations, les gouvernements perçoivent des revenus directs qui peuvent être affectés à divers secteurs prioritaires, tels que l'éducation, la santé, la défense ou encore les infrastructures. Dans certains pays en développement, où la pression fiscale sur les citoyens et les entreprises demeure faible en raison de l'ampleur du secteur informel, les droits de douane représentent parfois une part substantielle du budget national. Leur rôle est d'autant plus crucial que ces États disposent souvent de moyens limités pour mobiliser des ressources fiscales alternatives, comme l'impôt sur le revenu ou la TVA.

L'impact des droits de douane sur le budget de l'État dépend largement de la structure économique et commerciale du pays¹⁶. Dans les économies fortement tournées vers l'importation, une taxation douanière efficace garantit des recettes importantes et relativement stables. Toutefois, cette dépendance aux droits de douane peut se révéler problématique en cas de baisse des échanges internationaux ou de fluctuations des prix des marchandises importées. Par exemple, lors de crises économiques mondiales, la diminution de la demande et la réduction du volume des importations entraînent une baisse automatique des recettes douanières, mettant en difficulté les budgets publics qui reposent en grande partie sur ces revenus. De même, la signature d'accords de libre-échange, en supprimant ou réduisant les barrières tarifaires, peut entraîner une diminution progressive de ces ressources fiscales, obligeant les États à revoir leur stratégie de financement public.

L'intégration de recettes douanières dans le budget de l'État nécessite une gestion rigoureuse et une planification stratégique pour éviter une dépendance excessive à ces revenus. Certains pays adoptent une approche prudente en diversifiant leurs sources fiscales afin de réduire l'impact des variations du commerce international sur leur budget. D'autres mettent en place des mécanismes d'optimisation des recettes douanières, notamment en luttant contre la fraude et la contrebande, qui privent les États de montants significatifs chaque année. L'amélioration des systèmes de contrôle, la digitalisation des procédures douanières et la coopération entre administrations fiscales et douanières permettent d'accroître l'efficacité de la collecte et de maximiser les ressources disponibles pour financer les politiques publiques.

Toutefois, si l'augmentation des droits de douane peut temporairement accroître les recettes de l'État, elle peut également engendrer des effets pervers sur l'économie nationale. Une taxation excessive des importations peut entraîner une hausse des prix pour les consommateurs, peser sur le pouvoir d'achat et ralentir l'activité économique. Elle peut également nuire aux entreprises locales qui dépendent des

¹⁴ Idem.

¹⁵ MAMPUYA MANZONGANI C., *Régime juridique et institutionnel de mobilisation des recettes non fiscales en RDC*, Mémoire de Licence en Droit, UPN, 2023-2024, sous la direction du professeur Paulin IBANDA KABAKA, p. 38.

¹⁶ J. GUILLERMOU, F. INGELAERE et J.-R. PIOCHE, « Fiche 51: Les recettes et les dépenses du budget européen », in *Finances publiques-Cours et entraînement-Concours et examens 2022-2023-Catégories A et B*, Paris, Vuibert, 2021, pp. 216-219.

intrants importés pour leur production, augmentant ainsi leurs coûts de revient et réduisant leur compétitivité. Ainsi, l'impact des droits de douane sur le budget de l'État doit être évalué en tenant compte des interactions complexes entre fiscalité, commerce international et croissance économique, afin d'adopter une politique tarifaire équilibrée et durable.

1.1.3. Comparaison avec d'autres sources de financement public

En 2022, les recettes douanières ont constitué une composante essentielle des financements publics en République démocratique du Congo (RDC) et aux États-Unis, bien que leur poids relatif et leur impact budgétaire diffèrent sensiblement entre les deux pays.

En RDC, les recettes publiques totales ont atteint 3 361,4 milliards de CDF au 31 mars 2023, en légère augmentation par rapport aux 3 325,3 milliards de CDF de mars 2022¹⁷. Les recettes fiscales collectées par la Direction Générale des Impôts (DGI) se sont élevées à 696,1 milliards de CDF, tandis que celles de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) ont atteint 482,9 milliards de CDF. Les recettes non fiscales, encadrées par la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD), se sont établies à 211,1 milliards de CDF, représentant un taux de mobilisation de 87,9 %. Ces chiffres illustrent la dépendance significative de la RDC aux recettes douanières, reflétant la structure de son économie et la faiblesse de sa base fiscale intérieure.

Comparativement, aux États-Unis, les recettes fiscales totales se sont élevées à 4 896 milliards de dollars en 2022, avec une augmentation notable des recettes fiscales en 2023¹⁸. Bien que les données spécifiques sur les recettes douanières ne soient pas détaillées dans les sources consultées, il est établi que les États-Unis disposent de recettes fiscales globales nettement supérieures à celles de la RDC, reflétant la différence de taille économique et de niveau de développement entre les deux pays.

En proportion du PIB, les recettes fiscales de la RDC demeurent faibles, représentant environ 6,3 % du PIB en 2023, l'une des plus faibles de la région Afrique latine et caraïbe. Cette faiblesse fiscale limite la capacité de l'État à fournir des services publics de base et à investir dans le développement national. En revanche, les États-Unis, avec une économie plus développée et une base fiscale plus large, affichent des ratios de recettes fiscales/PIB significativement plus élevés, permettant un financement public plus robuste et diversifié.

Il est important de noter que la dépendance aux recettes douanières peut exposer les économies à des vulnérabilités. Les fluctuations du commerce international, les variations des prix des matières premières et les politiques commerciales mondiales peuvent affecter la stabilité et la prévisibilité de ces recettes. Ainsi, tant la RDC que les États-Unis cherchent à diversifier leurs sources de financement public pour renforcer la résilience économique et assurer un financement public durable.

Bien que les recettes douanières jouent un rôle crucial dans le financement public de la RDC, leur poids relatif est supérieur à celui observé aux États-Unis, reflétant les différences structurelles et économiques entre les deux nations. Pour une analyse plus détaillée et des données exhaustives, il est recommandé de consulter les rapports officiels de la Banque centrale du Congo et de la Banque mondiale.

1.2. Le tarif douanier comme instrument de protection de l'économie nationale

1.2.1. Protection des industries locales contre la concurrence étrangère

Le tarif douanier, en tant qu'instrument de politique commerciale, joue un rôle crucial dans la protection des industries locales contre la concurrence étrangère¹⁹. En augmentant les coûts des produits importés, il rend les biens étrangers moins compétitifs par rapport aux produits fabriqués localement. Cette mesure permet aux entreprises nationales de bénéficier d'une certaine forme de « bouclier » face aux prix souvent plus bas des produits étrangers, qui peuvent être subventionnés ou vendus à des prix de dumping. L'objectif est de maintenir et de stimuler la production locale, de favoriser l'emploi dans

¹⁷ MAMPUYA MANZONGANI C., *Op.cit.*, p. 24.

¹⁸ OMC, Rapport sur le commerce mondial 2023, Genève, Ed. WTO, 2024. Disponible sur https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/wtr23_f/wtr23_f.pdf. Consulté le 29 mars 2025.

¹⁹ M. RAINELLI, « IV. Protection et libre-échange », in *Repères*, 2015, vol. 11, pp. 81-108.

les secteurs protégés, et de préserver la souveraineté économique en réduisant la dépendance vis-à-vis des marchés étrangers. Donald Trump est convaincu que sa politique de hausse tarifaire va permettre de réindustrialiser l'Amérique.

Le mécanisme de protection tarifaire se traduit par l'instauration de droits de douane plus élevés sur certains produits importés, ce qui rend les importations plus coûteuses pour les consommateurs et les entreprises²⁰. Cela peut encourager la consommation de biens fabriqués localement, tout en permettant aux entreprises nationales de renforcer leur compétitivité et d'augmenter leurs parts de marché. Dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, les textiles, ou l'industrie manufacturière, cette protection permet de garantir la survie des entreprises locales face à des géants internationaux, en particulier dans les pays en développement où les capacités industrielles sont souvent limitées.

Cependant, cette protection n'est pas sans conséquences. Elle peut entraîner une hausse des prix pour les consommateurs, qui doivent souvent payer davantage pour des produits locaux comparés aux alternatives importées²¹. De plus, la protection excessive peut freiner l'innovation et l'efficacité dans les secteurs protégés, car les entreprises locales peuvent devenir moins incitées à améliorer leur compétitivité ou à réduire leurs coûts de production. En ce sens, un équilibre est nécessaire entre protection et ouverture au marché international, afin d'éviter les effets néfastes d'une fermeture excessive de l'économie.

La mise en place de tarifs douaniers visant à protéger l'économie nationale peut également déclencher des mesures de rétorsion de la part des partenaires commerciaux, ce qui peut conduire à une guerre commerciale. Dans un contexte de mondialisation accrue, où les chaînes d'approvisionnement sont globalisées et interconnectées, une telle politique doit être soigneusement mesurée pour éviter des perturbations dans le commerce international et dans les relations diplomatiques entre les pays. Ainsi, le tarif douanier en tant qu'outil de protection doit être utilisé avec discernement, en tenant compte non seulement des avantages économiques à court terme pour les industries locales, mais aussi des risques associés à des politiques commerciales trop agressives.

1.2.2. Encouragement de la production nationale

Le tarif douanier constitue un outil fondamental pour encourager la production nationale en protégeant les industries locales face à la concurrence étrangère²². En rendant les produits importés plus coûteux par l'application de droits de douane, il incite les consommateurs et les entreprises à privilégier les biens fabriqués localement²³. Cette politique vise à renforcer le développement des secteurs industriels et agricoles nationaux en leur offrant un marché plus sécurisé et en réduisant la dépendance aux importations. De nombreux pays ont utilisé cette approche pour stimuler leur production interne, soutenir l'emploi et favoriser l'essor de nouvelles industries capables de concurrencer les produits étrangers sur le long terme²⁴.

L'histoire économique démontre que les mesures tarifaires ont souvent joué un rôle clé dans la consolidation des économies émergentes. Dès le XIXe siècle, les États-Unis ont appliqué des droits de douane élevés pour protéger leur industrie naissante contre la concurrence européenne²⁵. De même, au Japon, après la restauration de Meiji, une politique protectionniste a été mise en place pour développer les industries locales et éviter une domination étrangère excessive sur le marché national²⁶. Aujourd'hui encore, de nombreux pays en développement utilisent les droits de douane pour soutenir leur production

²⁰ A. LEGOYT, « Régime douanier de l'Europe », in *Journal de la Société de statistique de Paris*, 1866, vol. 7, pp. 241-254.

²¹ M. RAINELLI, *Loc.cit.*

²² R. POIDEVIN, « Protectionnisme douanier et protectionnisme financier (fin XIX e siècle à 1914) », in *Relations internationales*, 1978, pp. 211-225.

²³ Cf. HIRONORI ASAKURA, *Histoire mondiale de la douane et des tarifs douaniers*, Bruxelles, Ed. de l'Organisation Mondiale des Douanes, 2003.

²⁴ P.R. KRUGMAN et R. WELLS, *Macroéconomie*, 5^e éd., Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2019, p.185.

²⁵ P. AUBERT DE LA RUE, « Perspectives économiques entre les États-Unis et l'Europe », in *Politique étrangère*, 1967, vol. 32, no 4/5, pp. 453-476.

²⁶ P.-Y. DONZÉ, « Des importateurs suisses de Yokohama aux fabricants d'horlogerie japonais: le marché de la montre dans le Japon de Meiji, 1868-1912 », in *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2010, vol. 571, no 1, pp. 168-190.

nationale, bien que les accords de libre-échange et les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aient réduit la marge de manœuvre des États en matière de protection tarifaire.

Historiquement, l'application de taxes douanières a également été source de tensions et de conflits économiques et politiques²⁷. Un exemple célèbre remonte au XVIII^e siècle, lors des tensions entre l'Angleterre et ses colonies américaines. En 1773, les colons, déjà mécontents des taxes imposées sur le sucre et le timbre, ont vivement réagi contre la taxe sur le thé, perçue comme une injustice économique et une atteinte à leur autonomie commerciale. Déguisés en Amérindiens, ils ont jeté à l'eau la cargaison de thé de trois navires de la Compagnie des Indes orientales dans le port de Boston, dans ce qui est resté dans l'histoire sous le nom de la "Boston Tea Party"²⁸. Cet événement a marqué une étape décisive vers la guerre d'indépendance des États-Unis, soulignant l'importance des politiques fiscales et douanières dans les rapports de force entre nations et territoires²⁹.

L'exemple du thé indien au XVIII^e siècle illustre les tensions qui peuvent naître d'une taxation excessive sur certains produits importés. À la même époque, le whisky écossais, qui faisait partie des produits soumis à des taxes importantes par la Couronne britannique, était au centre des mécontentements des colons américains. Ceux-ci considéraient ces taxes comme un instrument de domination économique injuste et une manière de favoriser les intérêts de la métropole au détriment des producteurs et consommateurs des colonies. Cet épisode démontre que les politiques douanières ne sont pas seulement des instruments économiques, mais également des outils de pouvoir politique et de contrôle des marchés³⁰.

Dans un contexte moderne, l'encouragement de la production nationale par le biais des droits de douane reste une stratégie prisée, notamment par les pays soucieux de protéger certains secteurs jugés stratégiques³¹. Les industries de l'acier, de l'automobile, de l'agriculture et des nouvelles technologies font souvent l'objet de mesures de protection tarifaire visant à réduire la dépendance aux importations et à favoriser l'investissement domestique. Cependant, les effets d'une telle politique doivent être analysés avec prudence, car un protectionnisme excessif peut nuire à la compétitivité des entreprises locales en les coupant des innovations et des matières premières étrangères essentielles à leur développement³².

Un autre défi lié à l'utilisation des droits de douane pour encourager la production nationale réside dans les risques de représailles commerciales³³. Lorsqu'un pays augmente ses tarifs douaniers, ses partenaires commerciaux peuvent réagir en adoptant des mesures similaires, limitant ainsi l'accès aux marchés étrangers pour les producteurs nationaux³⁴. Ce type d'affrontement commercial a été observé récemment dans la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, où chaque pays a imposé des tarifs douaniers sur des centaines de milliards de dollars de marchandises, perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales et ralentissant la croissance économique³⁵.

Bien que le tarif douanier demeure un levier puissant pour encourager la production nationale, son usage doit être équilibré et accompagné d'autres mesures de soutien à l'industrie locale, comme les subventions, les investissements en recherche et développement et l'amélioration des infrastructures économiques. L'histoire, qu'elle soit ancienne avec la Boston Tea Party ou plus récente avec les guerres

²⁷ C. MONJOU, « Question fiscale et révolution: l'exemple américain », in *Regards croisés sur l'économie*, 2007, no 1, pp. 54-55.

²⁸ J. VOISINE, « La Révolution américaine vue par les périodiques de langue allemande (Book Review) », in *Revue de Littérature Comparée*, 1994, vol. 68, no 4, p. 491.

²⁹ P. CLAVAL, *La conquête de l'espace américain: du Mayflower au Disneyworld*, Paris, Flammarion, 1990, p. 79.

³⁰ M. DORIGNY, « La première rupture coloniale: l'indépendance des États-Unis en 1776 », in *Atlas*, 2021, pp. 82-83.

³¹ J. NAUDIN, « La Politique douanière et les accords commerciaux », in *Revue d'économie politique*, 1932, vol. 46, no 3, pp. 1029-1047.

³² P. BARRAL, « Les groupes de pression et le tarif douanier français de 1892 », in *Revue d'histoire économique et sociale*, 1974, vol. 52, no 3, pp. 421-426.

³³ F. COULOMB et J. FONTANEL, « Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale », in P. BERTHAUD et G. KEBABDJIAN (dir.), *La question politique en économie internationale*, Paris, Ed. La Découverte, 2006, pp. 190-201.

³⁴ C. LEBEN, « Les contre-mesures inter-étatiques et les réactions à l'illicite dans la société internationale », in *Annuaire français de droit international*, 1982, vol. 28, no 1, pp. 9-77.

³⁵ J.-M. SIROEN, « La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Le multilatéralisme dans une impasse », in *Annuaire Français des Relations Internationales*, 2020, pp. 719-732.

commerciales contemporaines, montre que l'usage des tarifs douaniers doit être minutieusement calibré pour éviter les tensions économiques et politiques susceptibles d'affecter durablement la stabilité d'un pays.

1.2.3. Effets sur l'emploi et la balance commerciale

Les effets du tarif douanier sur l'emploi et la balance commerciale sont multiples et complexes, et peuvent varier en fonction des politiques économiques spécifiques de chaque pays, ainsi que de la structure de son économie. Le tarif douanier, en tant qu'outil de protection des industries nationales, peut avoir des conséquences significatives sur l'emploi et la balance commerciale, et ces effets peuvent être positifs ou négatifs selon le contexte³⁶.

D'une part, les droits de douane peuvent avoir un impact positif sur l'emploi dans les secteurs protégés³⁷. En augmentant les coûts des produits importés, le tarif douanier rend les produits locaux plus compétitifs, ce qui encourage la demande pour les biens produits nationalement. Cela peut stimuler la production locale et conduire à une augmentation de l'emploi dans les industries protégées, comme l'industrie manufacturière, l'agriculture, ou les services locaux. Par exemple, si un pays impose des droits de douane sur les produits alimentaires importés, cela peut encourager les producteurs locaux à accroître leur production pour répondre à la demande accrue. De plus, l'augmentation de l'emploi dans ces secteurs peut avoir des effets d'entraînement positifs sur d'autres secteurs économiques, créant ainsi davantage de possibilités d'emploi indirectes dans des domaines comme la logistique, le commerce de gros, ou les services connexes³⁸.

Cependant, l'impact des droits de douane sur l'emploi peut aussi avoir des effets secondaires négatifs. L'augmentation des tarifs douaniers peut entraîner une hausse des coûts pour les entreprises qui dépendent des matières premières ou des composants importés pour leur production³⁹. Ces entreprises peuvent être amenées à réduire leur production, ou à licencier des employés, si l'augmentation des coûts les rend moins compétitives sur le marché intérieur ou international⁴⁰. De plus, la hausse des prix des produits importés peut peser sur le pouvoir d'achat des consommateurs, qui devront payer plus cher pour des biens et services de consommation courante⁴¹. Cela peut réduire la demande globale, affectant ainsi l'emploi dans d'autres secteurs économiques, en particulier ceux qui dépendent de la consommation intérieure.

En ce qui concerne la balance commerciale, l'effet des tarifs douaniers dépend des réactions des partenaires commerciaux et des caractéristiques spécifiques de la balance des paiements du pays⁴². En imposant des droits de douane élevés, un pays peut réduire ses importations, car les consommateurs et les entreprises chercheront à acheter des produits nationaux moins chers⁴³. Cela peut améliorer la balance commerciale à court terme, en diminuant la valeur des importations. Toutefois, si les partenaires commerciaux réagissent en imposant leurs propres droits de douane en réponse, cela pourrait affecter les exportations du pays concerné, ce qui pourrait inverser les gains escomptés sur la balance commerciale. De plus, une réduction des exportations peut avoir des effets négatifs sur les industries

³⁶ P. BARRAL, « Les groupes de pression et le tarif douanier français de 1892 », in *Revue d'histoire économique et sociale*, 1974, vol. 52, no 3, pp. 421-426.

³⁷ P.R. KRUGMAN et R. WELLS, *Op. cit.*, p.192.

³⁸ C. BLOT, « Quels sont les enjeux économiques du second mandat de Donald Trump? », in *Alternatives Économiques*, 2025, vol. 130, no HS1, pp. 36-39.

³⁹ Cf. J.-S. MARCHAND, « Restreindre les importations pour protéger l'emploi au Canada: est-ce justifiable et pourquoi? », Essai présenté à la table ronde sur la mondialisation organisée par la Société de relations internationales de Québec en 2013.

⁴⁰ F. CLÉMENT, « Libéralisation économique et nouvelles configurations de l'emploi en Egypte », in *Revue Tiers Monde*, 2000, pp. 669-691.

⁴¹ D. BLAIN et P. MORIN, « Hausse du prix du pétrole et choix économiques », in *Économie & prévision*, 1976, vol. 21, no 1, pp. 27-64.

⁴² K. HOLBIK, « Théorie des tarifs douaniers pour un monde dynamique », in *Revue d'économie politique*, 1959, vol. 69, no 1, pp. 5-20.

⁴³ H. DALY-HASSEN et al., « Impact de la baisse des tarifs douaniers sur l'industrie de bois local en Tunisie », in *New Medit*, 2004, vol. 3, no 3, pp. 28-31.

nationales qui dépendent des marchés étrangers, entraînant une diminution de la production et de l'emploi dans ces secteurs.

Une autre dimension importante des effets sur la balance commerciale réside dans les relations internationales. Si un pays impose des tarifs douaniers unilatéraux, cela peut créer des tensions avec ses partenaires commerciaux, notamment au sein de forums internationaux comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC)⁴⁴. Les politiques protectionnistes peuvent entraîner des représailles commerciales, ce qui risque de perturber les exportations et de créer des déséquilibres dans la balance commerciale. Dans ce contexte, les avantages à court terme d'une politique de protection tarifaire peuvent être contrebalancés par des effets négatifs à plus long terme, notamment la réduction des débouchés à l'étranger pour les produits nationaux.

En dépit du fait que les tarifs douaniers peuvent avoir des effets positifs sur l'emploi dans les secteurs protégés et sur la réduction des importations, ils comportent également des risques pour la compétitivité des industries nationales, le pouvoir d'achat des consommateurs, et la stabilité de la balance commerciale. Il est donc crucial pour les gouvernements de trouver un équilibre dans l'application de ces tarifs afin de maximiser les avantages tout en minimisant les effets néfastes sur l'ensemble de l'économie.

L'évolution des politiques tarifaires reflète souvent un équilibre entre objectifs fiscaux et protection économique, variant selon les contextes nationaux et internationaux. Alors que les tarifs douaniers servent traditionnellement à générer des revenus pour l'État et à protéger les industries locales de la concurrence étrangère, ils peuvent également être détournés à des fins stratégiques. La pratique de l'administration Trump, en 2025, illustre particulièrement cette instrumentalisation des tarifs douaniers, non seulement comme outil économique, mais aussi comme levier de pression politique et diplomatique. Cette approche marque une rupture avec la fonction classique du tarif douanier et mérite une analyse approfondie.

II. L'ADMINISTRATION TRUMP ET L'USAGE STRATEGIQUE DES TARIFS DOUANIERS EN 2025

En 2025, l'administration Trump adopte une approche stratégique des tarifs douaniers, cherchant à renforcer la position économique des États-Unis tout en exerçant des pressions diplomatiques sur ses partenaires commerciaux⁴⁵. Parmi les mesures envisagées, une taxe de 10 % pourrait être appliquée à partir du 2 avril 2025 sur l'acier canadien et certains produits de consommation courante en provenance du Canada⁴⁶, dans le cadre de la révision des relations commerciales bilatérales⁴⁷. De plus, Trump menace les Européens d'une élévation imminente des droits de douane, utilisant les tarifs comme un levier pour négocier de meilleures conditions commerciales pour les États-Unis. Cette politique de

⁴⁴ S. KELLER et J. BROWAEYS, « Chapitre 2. La balance commerciale », in *Marchés financiers*, 2009, pp. 27-39.

⁴⁵ C. BLOT, « Quels sont les enjeux économiques du second mandat de Donald Trump? », in *Alternatives Économiques*, 2025, vol. 130, no HS1, pp. 36-39.

⁴⁶ Le premier ministre du Canada, Mark Carney, s'engage à parler avec son homologue américain Donald Trump au cours des 48 prochaines heures. Entretemps, il rencontrera les premiers ministres provinciaux vendredi (28 mars 2025) à Ottawa pour organiser une réponse aux tarifs de Washington sur le secteur de l'automobile. In Le Canada prépare sa réponse aux tarifs douaniers : entrevue avec Jean Charest | Zone économie. Disponible sur <https://www.youtube.com/@RadioCanadaInfo>. Consulté le 30 mars 2025.

⁴⁷ Répondant à une 1^{ère} tentative de Trump datant de février 2025, le Canada a répliqué. A compter du 13 mars 2025, une surtaxe de 25 % de la valeur en douane s'applique aux produits de l'acier, de l'aluminium et à certaines autres marchandises importés au Canada et originaires des États-Unis, conformément au Décret imposant une surtaxe aux États-Unis (acier et aluminium, 2025). La valeur en douane est déterminée selon les articles 47 à 55 de la Loi sur les douanes, et la liste complète des marchandises concernées figure dans les annexes du décret. Cette surtaxe s'applique aux marchandises admissibles au marquage comme originaires des États-Unis selon le Règlement sur la détermination du pays d'origine (pays ACEUM), qu'elles soient importées à des fins commerciales ou personnelles, même si elles transitent par un autre pays.

pression tarifaire s'inscrit dans la continuité de son approche protectionniste visant à réduire les déséquilibres commerciaux et à défendre les intérêts économiques américains.

2.1. Rétrospective : la politique tarifaire de Trump (2017-2021)

2.1.1. La guerre commerciale avec la Chine

La politique tarifaire de Donald Trump, menée de 2017 à 2021, a marqué un tournant majeur dans les relations commerciales internationales, notamment avec la Chine. Dès son arrivée au pouvoir, Trump a adopté une approche protectionniste, cherchant à réduire le déficit commercial des États-Unis et à protéger les industries nationales contre la concurrence étrangère. La Chine, en tant que deuxième plus grande économie mondiale, est rapidement devenue la cible principale de cette politique. Trump a accusé Pékin de pratiques commerciales déloyales, notamment de vol de propriété intellectuelle, de subventions illégales aux entreprises publiques chinoises et de manipulation de sa monnaie⁴⁸. En réponse, l'administration Trump a imposé des droits de douane élevés sur des centaines de milliards de dollars de biens importés de Chine.

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a officiellement commencé en 2018, lorsque l'administration Trump a imposé des tarifs douaniers de 25 % sur environ 50 milliards de dollars de produits chinois, principalement dans les secteurs de la haute technologie, de l'électronique et des équipements industriels⁴⁹. En réponse, la Chine a riposté en appliquant des droits de douane sur des produits américains, notamment des produits agricoles comme le soja, les céréales et les viandes⁵⁰. Cette escalade tarifaire a créé des tensions géopolitiques majeures et a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Trump a justifié ces mesures comme étant nécessaires pour rééquilibrer la relation commerciale entre les deux nations et pour défendre les intérêts économiques américains⁵¹. Il a également cherché à inciter la Chine à réformer ses pratiques commerciales et à réduire le volume des exportations chinoises vers les États-Unis. À travers cette guerre commerciale, Trump visait non seulement à limiter les importations chinoises, mais aussi à encourager les entreprises américaines à rapatrier leur production et à investir davantage dans le marché intérieur.

Cependant, la guerre commerciale n'a pas été sans conséquences pour l'économie américaine. Les consommateurs américains ont ressenti l'impact des hausses de prix sur les biens importés de Chine, tandis que les entreprises ont dû faire face à des coûts accrus et à des perturbations dans leurs chaînes d'approvisionnement. De plus, la Chine a diversifié ses partenaires commerciaux, réduisant ainsi sa dépendance vis-à-vis du marché américain. Malgré ces défis, Trump a poursuivi sa stratégie, affirmant que la pression exercée sur la Chine finirait par l'amener à accepter un accord commercial plus équitable.

Finalement, en janvier 2020, un premier accord commercial, connu sous le nom de « Phase One Deal », a été signé entre les États-Unis et la Chine. Cet accord a permis de réduire certains droits de douane et a obligé la Chine à s'engager à acheter des biens américains, notamment des produits agricoles, pour un montant déterminé. Bien que cet accord ait permis de mettre un terme à l'escalade de la guerre commerciale, de nombreux problèmes commerciaux majeurs, comme la question des droits de propriété intellectuelle et les subventions étatiques, sont restés en suspens. La guerre commerciale

⁴⁸ Les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis n'ont pas commencé sous Trump, mais c'est sous sa présidence que la situation a franchi un nouveau cap. À son arrivée à la Maison-Blanche en 2017, Trump a affirmé sa volonté de redresser ce qu'il considérait comme un "déséquilibre commercial" entre les deux pays, où la Chine exportait bien plus vers les États-Unis que l'inverse. Accusant la Chine de pratiques commerciales déloyales (telles que le vol de propriété intellectuelle), Trump a mis en place une série de mesures protectionnistes. Sous son impulsion, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a été marquée par des droits de douane élevés sur de nombreux produits. La Chine a répondu par des contre-mesures, notamment des taxes sur des produits américains comme le soja, les voitures ou les avions. Disponible sur <https://misterprepa.net/tensions-commerciales-chine-etats-unis-trump/>. Consulté le 26 mars 2025.

⁴⁹ E. MOYSAN, « Qui sont les gagnants de la guerre commerciale Chine-États-Unis? », in *Alternatives Économiques*, 2024, vol. 442, n°1, pp. 29-38.

⁵⁰ Cf. L. MARIETHOZ, *Analyse des importations chinoises de soja pendant la guerre commerciale avec les USA*, travail de cycle de Bachelor en Économie, Haute Ecole de Gestion de Genève, 2020.

⁵¹ E. DUCHESNE et X. ZHANG, « Les deux pièges de la guerre commerciale sino-américaine », in *L'Économie politique*, 2020, vol. 87, n°3, pp. 10-21.

avec la Chine a donc laissé un héritage de tensions commerciales qui a perduré bien au-delà de l'administration Trump.

2.1.2. L'augmentation des droits de douane sur certains produits

L'augmentation des droits de douane sur certains produits, qui a été une caractéristique centrale de la politique commerciale de Donald Trump, visait principalement à réduire le déficit commercial des États-Unis et à protéger les industries nationales contre la concurrence étrangère. L'administration Trump a mis en place une série d'augmentations tarifaires sur des centaines de milliards de dollars de biens importés, notamment en provenance de Chine, mais aussi d'autres pays, comme l'Union Européenne, le Canada et le Mexique. L'objectif derrière cette augmentation des droits de douane était de favoriser la production domestique, d'inciter les entreprises américaines à rapatrier leurs chaînes de production et de défendre les intérêts économiques américains dans un contexte de mondialisation croissante.

Les droits de douane ont été particulièrement appliqués sur les produits manufacturés, les biens de consommation, et surtout sur les technologies de pointe et les matières premières. En 2018, l'administration Trump a instauré une taxe de 25 % sur 50 milliards de dollars de produits chinois, notamment ceux issus des secteurs de la technologie, des télécommunications et de l'électronique, qu'il accusait d'être affectés par des pratiques commerciales déloyales de la Chine⁵². Plus tard, ce montant a été porté à plus de 300 milliards de dollars de produits chinois, avec des augmentations de droits de douane pouvant atteindre 25 %⁵³.

L'augmentation des droits de douane a eu pour effet de rendre plus coûteux les produits importés en provenance de pays visés, ce qui a eu des répercussions immédiates sur les prix pour les consommateurs américains. Par exemple, les prix des biens de consommation courante, tels que les vêtements, les chaussures et les appareils électroniques, ont augmenté, impactant le pouvoir d'achat des Américains. Cela a conduit à des inquiétudes concernant l'effet inflationniste de ces hausses de tarifs, et certains secteurs, comme l'électronique grand public, ont souffert de ces augmentations, car de nombreuses entreprises américaines dépendent des importations pour leurs produits finis.

Au-delà de la Chine, Trump a également mené des négociations avec l'Union Européenne, le Mexique et le Canada. En 2018, des droits de douane supplémentaires de 25 % ont été appliqués sur l'acier et de 10 % sur l'aluminium en provenance de ces pays, en invoquant des raisons de sécurité nationale. Ces hausses ont exacerbé les tensions commerciales, notamment avec les partenaires européens, qui ont riposté en imposant des tarifs sur des produits américains emblématiques comme les motos Harley-Davidson, le bourbon, et le soja.

L'objectif affiché de cette politique tarifaire était de forcer les partenaires commerciaux des États-Unis à revoir leurs accords commerciaux, notamment ceux jugés trop favorables à l'étranger, et à rétablir un équilibre des échanges. Par exemple, avec la Chine, les États-Unis ont exigé une réduction des exportations chinoises, un engagement sur les droits de propriété intellectuelle et la fin des pratiques commerciales jugées injustes. En Europe, Trump a utilisé les droits de douane sur l'acier et l'aluminium pour renégocier les accords commerciaux sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais les tensions ont perduré, car ces hausses ont fragilisé les relations transatlantiques.

Malgré les objectifs de protectionnisme, l'augmentation des droits de douane a eu des effets mixtes. Bien qu'elle ait permis de stimuler certains secteurs industriels américains, comme l'acier, elle a également mis sous pression d'autres industries qui dépendent de matières premières importées ou de chaînes d'approvisionnement mondiales. À long terme, l'efficacité de cette stratégie est restée controversée, certains analystes arguant que la guerre commerciale a coûté plus cher que les bénéfices qu'elle a générés, notamment en termes d'emplois et d'investissements.

⁵² C. BLOT, « La guerre commerciale menace-t-elle la croissance mondiale? », in *Alternatives Économiques*, 2020, vol. 120, no HS2, pp. 60-63.

⁵³ Idem.

2.1.3. Effets économiques aux États-Unis et à l'international

L'augmentation des droits de douane sous l'administration Trump a eu des effets économiques importants, tant aux États-Unis qu'à l'international, affectant divers secteurs et déclenchant des répercussions géopolitiques considérables⁵⁴. Au niveau national, l'objectif initial de la politique tarifaire était de réduire le déficit commercial des États-Unis et de protéger les industries locales contre la concurrence étrangère. Toutefois, l'impact direct sur l'économie américaine a été complexe. D'une part, certains secteurs, notamment l'acier et l'aluminium, ont bénéficié de la hausse des tarifs douaniers. Les producteurs nationaux ont vu une augmentation de la demande pour leurs produits, ce qui a entraîné un léger rebond de la production et, dans certains cas, la création d'emplois dans ces industries. Le secteur de l'acier, par exemple, a connu une hausse de la production nationale, bien que cet effet ait été limité par la hausse des coûts des matières premières pour d'autres secteurs utilisant de l'acier.

Cependant, les effets négatifs ont été significatifs⁵⁵. Les augmentations de tarifs ont entraîné une hausse des coûts pour les consommateurs américains, notamment dans les secteurs des biens de consommation courante, comme l'électronique, les vêtements et les meubles. Les entreprises qui dépendent de l'importation de matières premières ou de composants étrangers ont vu leurs coûts augmenter, ce qui a conduit à des hausses de prix pour les produits finis. Par exemple, les fabricants de produits électroniques, de téléphones mobiles et d'ordinateurs, qui se fournissent principalement en Chine et en Asie, ont été particulièrement touchés. Ces hausses de prix ont réduit le pouvoir d'achat des consommateurs américains et ont provoqué des tensions politiques internes, certains secteurs de la société et des entreprises appelant à une révision des tarifs.

Sur le plan international, les effets de la guerre commerciale ont été encore plus larges et ont eu des répercussions sur les relations économiques mondiales. Les partenaires commerciaux des États-Unis, notamment la Chine, l'Union Européenne et le Canada, ont rapidement réagi aux hausses de tarifs en imposant leurs propres droits de douane sur des produits américains. La Chine a appliqué des tarifs sur des produits comme le soja, les véhicules, et les produits agricoles, ce qui a lourdement affecté les agriculteurs américains, en particulier dans les États du Midwest. Ces représailles ont perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales et ont exacerbé les tensions géopolitiques, entraînant une instabilité dans le commerce international.

L'effet net sur la balance commerciale des États-Unis a été mitigé. Bien que les droits de douane aient réduit les importations en augmentant leur coût, la Chine et d'autres partenaires commerciaux ont compensé cette baisse en diversifiant leurs marchés d'exportation. En outre, la réduction des exportations américaines a annulé certains bénéfices escomptés de la politique tarifaire, en particulier pour les secteurs agricoles et technologiques, qui ont perdu des parts de marché dans des régions clés comme l'Asie et l'Europe. De plus, la guerre commerciale a introduit un risque d'escalade continue, menaçant de perturber davantage l'économie mondiale en raison de la volatilité des échanges commerciaux et des incertitudes entourant les politiques commerciales des grandes puissances économiques.

À l'international, les hausses de tarifs ont affecté non seulement les États-Unis, mais aussi les économies des pays ciblés. La Chine, par exemple, a mis en place des mesures pour atténuer les effets des droits de douane, notamment en diversifiant ses exportations, en favorisant les relations commerciales avec d'autres régions du monde comme l'Afrique⁵⁶ et l'Amérique latine, et en stimulant la consommation intérieure pour compenser la baisse des exportations vers les États-Unis. L'Union Européenne a également résisté aux tarifs américains, en cherchant à imposer ses propres contre-tarifs, ce qui a entraîné une guerre commerciale à plusieurs niveaux. Ce phénomène a conduit à une instabilité accrue des prix des matières premières, une perturbation des chaînes de valeur mondiales, et une réévaluation des accords commerciaux internationaux.

Bien que la politique tarifaire de l'administration Trump ait entraîné des bénéfices pour certains secteurs américains, notamment l'industrie de l'acier, ses effets à long terme ont soulevé des préoccupations économiques et géopolitiques. Les tensions commerciales ont perturbé les marchés

⁵⁴ C. BLOT, « La guerre commerciale menace-t-elle la croissance mondiale? », in *Alternatives Économiques*, 2020, vol. 120, no HS2, pp. 60-63.

⁵⁵ T. POUCH, « L'après Trump des agriculteurs américains », in *Paysans & société*, 2021, no 1, pp. 37-43.

⁵⁶ G. VINDT, « La Chine investit l'Afrique », in *Alternatives Économiques*, 2020, vol. 119, no HS1, pp. 80-81.

mondiaux, affecté les consommateurs américains, et fragilisé les relations commerciales internationales, avec des conséquences durables pour l'économie mondiale.

2.2. Le retour de Trump et la continuité de sa politique douanière

2.2.1. Tarification douanière en 2025 : objectifs et justifications

Le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis d'Amérique en 2025 s'inscrit dans la continuité de sa politique économique protectionniste, notamment en matière de tarification douanière. Dès le début de son second mandat, il a réaffirmé sa volonté d'utiliser les droits de douane comme un levier stratégique pour défendre les intérêts économiques des États-Unis, réduire le déficit commercial et renforcer la production nationale⁵⁷. Sa politique douanière et commerciale repose sur plusieurs objectifs clés qui s'inscrivent dans la logique protectionniste déjà amorcée entre 2017 et 2021⁵⁸.

Tout d'abord, l'une des principales justifications avancées pour cette politique repose sur la nécessité de protéger les industries américaines contre la concurrence étrangère jugée déloyale. Trump accuse certains pays, notamment la Chine, d'inonder le marché américain avec des produits à bas coût grâce à des subventions étatiques massives et des pratiques commerciales non conformes aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)⁵⁹. Pour y faire face, son administration a décidé d'imposer des tarifs supplémentaires sur de nombreux produits importés, notamment dans les secteurs du textile, de l'électronique, et de l'acier, afin de favoriser la production locale et de limiter la dépendance aux importations chinoises.

Un autre objectif majeur de la tarification douanière en 2025 est la réduction du déficit commercial, un problème récurrent que Trump considère comme un signe de faiblesse économique⁶⁰. En augmentant les droits de douane, son administration espère décourager les importations excessives et encourager les entreprises américaines à produire sur le sol national. Cet objectif est particulièrement mis en avant dans le cadre des relations commerciales avec la Chine, mais aussi avec d'autres partenaires comme le Canada et l'Union Européenne, auxquels Trump a reproché de bénéficier d'un accès trop favorable au marché américain sans offrir de concessions équivalentes aux exportateurs américains.

Par ailleurs, la justification de cette politique repose également sur des considérations de sécurité nationale. L'administration Trump soutient que certains secteurs stratégiques, comme l'industrie des semi-conducteurs⁶¹ et la production d'équipements médicaux, doivent être protégés contre les influences étrangères afin de garantir l'indépendance économique et la souveraineté industrielle des États-Unis⁶². À cet effet, des hausses tarifaires sont prévues sur des produits jugés critiques pour l'économie et la sécurité nationale, notamment les batteries électriques, les équipements technologiques et les matières premières essentielles.

La tarification douanière en 2025 s'inscrit dans une stratégie plus large de renégociation des accords commerciaux. Trump a toujours estimé que les traités signés par les administrations précédentes désavantageaient les États-Unis. En augmentant les droits de douane de manière ciblée, il cherche à exercer une pression sur ses partenaires commerciaux pour obtenir des conditions plus favorables dans les accords bilatéraux et multilatéraux. Cette approche s'est déjà traduite par des menaces d'augmentation des droits de douane sur les voitures européennes, les produits agricoles canadiens et d'autres marchandises stratégiques.

Toutefois, cette politique tarifaire suscite de nombreuses critiques, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Aux États-Unis, certains économistes et chefs d'entreprise avertissent que la hausse des tarifs douaniers pourrait entraîner une augmentation des coûts de production, une inflation accrue et des tensions avec les principaux partenaires commerciaux. À l'international, les pays visés par ces mesures douanières pourraient adopter des représailles, ce qui risquerait d'exacerber les tensions

⁵⁷ M. RAFFRAY, « Trump saison 2: quel scénario pour l'agriculture? », in *Paysans & société*, 2025, vol. 409, no 1, pp. 5-11.

⁵⁸ Idem.

⁵⁹ Y. MENS, « Donald Trump veut paralyser l'OMC », in *Alternatives Économiques*, 2020, vol. 397, no 1, pp. 48-49.

⁶⁰ Cf. E. LINCOT, « Chine-Etats-Unis: une guerre commerciale "hors limite"? », in *Atlantico*, 2025.

⁶¹ B. LACHAL et E. CHESNAIS, « Les semis conducteurs au cœur des rivalités géopolitiques: une course pour la sécurité et la résilience », in *Sécurité et stratégie*, 2024, vol. 37, no 2, pp. 54-55.

⁶² M. CHEVALLIER, « Droits de douane: la guerre commerciale aura-t-elle lieu? », in *Alternatives Économiques*, 2025, vol. 455, no 2, pp. 26-29.

commerciales et de ralentir la croissance économique mondiale. Malgré ces critiques, l'administration Trump reste convaincue que la politique tarifaire est un instrument efficace pour rétablir un équilibre dans les échanges commerciaux et renforcer la position économique des États-Unis sur la scène mondiale.

2.2.2. Impact sur les relations commerciales internationales (Chine, Union européenne, Canada, Afrique avec suppression de l'aide et l'USAID et de l'AGOA)

La politique tarifaire agressive de l'administration Trump en 2025 a des répercussions profondes sur les relations commerciales internationales, affectant les échanges avec des partenaires clés comme la Chine, l'Union européenne, le Canada et l'Afrique. L'imposition de nouveaux droits de douane et la remise en cause de certains accords économiques engendrent des tensions commerciales et redéfinissent les alliances économiques mondiales.

L'un des principaux conflits commerciaux concerne la Chine, déjà au cœur d'une guerre commerciale sous la première présidence de Trump (2017-2021). En 2025, l'administration américaine a réintroduit et renforcé des tarifs douaniers sur une large gamme de produits chinois, notamment l'électronique, les textiles et les batteries électriques. L'objectif affiché est de réduire la dépendance aux importations chinoises et de contrer les pratiques jugées déloyales de Pékin, telles que les subventions massives aux entreprises d'État et l'espionnage industriel. En réponse, la Chine a imposé dès le 5 février 2025 des contre-mesures ciblant les produits agricoles américains, l'aéronautique, l'énergie (pétrole, charbon et gaz naturel) et certaines technologies, aggravant les tensions et perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales⁶³. Cette escalade risque de ralentir les échanges sino-américains et de pousser Pékin à accélérer sa diversification commerciale vers d'autres marchés, notamment l'Afrique et l'Amérique latine.

Les relations commerciales avec l'Union européenne sont également mises à rude épreuve. Trump a menacé d'augmenter les tarifs douaniers sur les voitures européennes et les produits agricoles en raison du déséquilibre commercial perçu entre les États-Unis et l'UE. Les tensions sont particulièrement vives avec l'Allemagne, premier exportateur européen vers le marché américain dans le secteur automobile. L'Union européenne, qui cherche à éviter une guerre commerciale ouverte, envisage de riposter en ciblant des produits emblématiques américains, tels que le bourbon, les motos Harley-Davidson et les technologies de pointe. Cette détérioration des relations transatlantiques pourrait affaiblir la coopération économique entre les deux blocs et compliquer les négociations sur des accords de libre-échange⁶⁴.

Le Canada, partenaire historique des États-Unis dans le cadre de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), est lui aussi affecté par cette politique protectionniste. Trump a annoncé une taxe de 10 % sur l'acier canadien ainsi que sur certains produits de consommation courante en provenance du Canada. Ces mesures ont provoqué une forte réaction d'Ottawa, qui envisage des contre-mesures visant les exportations américaines de produits agroalimentaires et manufacturés. Cette montée des tensions remet en question la stabilité de l'ACEUM et risque de fragiliser l'intégration économique nord-américaine.

L'Afrique, quant à elle, subit un impact indirect mais significatif de cette nouvelle politique tarifaire. L'administration Trump a décidé de supprimer certaines formes d'aide au développement, notamment via l'USAID, et de mettre fin à l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), un programme offrant un accès préférentiel au marché américain pour les exportations africaines. Cette suppression prive de nombreux pays africains d'un levier essentiel pour développer leur industrie textile et agroalimentaire. Sans ces avantages commerciaux, plusieurs économies africaines risquent de voir leurs exportations vers les États-Unis chuter, entraînant des pertes d'emplois et une réduction des investissements étrangers. Par ailleurs, cette politique pourrait pousser les pays africains à renforcer leurs liens

⁶³ La Chine a annoncé, mardi 4 février, qu'elle allait imposer des droits de douane de 15 % sur les importations de charbon et de gaz naturel liquéfié (GNL) américains, répliquant à l'application par Washington de droits supplémentaires de 10 % sur les produits chinois importés aux États-Unis. Disponible sur <https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/04/la-chine-riposte-aux-nouveaux-tarifs-douaniers->. Consulté le 29 mars 2025.

⁶⁴ C. BLOT, E. FELTZ, Elsa et M. PLANE, « TRUMP II: une analyse de l'impact économique, social et climatique de la politique à venir », in *OFCE Policy Brief*, 2025, vol. 140, pp. 1-20.

commerciaux avec d'autres puissances économiques, en particulier la Chine, qui multiplie les investissements sur le continent à travers l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie.

L'intensification des tensions commerciales sous la présidence Trump en 2025 entraîne une fragmentation du commerce mondial. Alors que les États-Unis cherchent à protéger leurs industries et à réduire leur déficit commercial, leurs partenaires commerciaux réagissent en mettant en place des contre-mesures ou en diversifiant leurs alliances économiques. Cette politique protectionniste risque d'affaiblir la coopération internationale et de ralentir la croissance économique mondiale en augmentant les coûts du commerce et en perturbant les chaînes d'approvisionnement.

2.2.3. Effets sur les industries américaines et les consommateurs

L'intensification des mesures tarifaires sous l'administration Trump en 2025 a des effets contrastés sur les industries américaines et les consommateurs⁶⁵. Si certaines entreprises bénéficient d'une protection accrue contre la concurrence étrangère, d'autres souffrent de la hausse des coûts des matières premières et des représailles commerciales des partenaires internationaux⁶⁶. De même, les ménages américains font face à une augmentation des prix de nombreux produits de consommation courante, ce qui pèse sur leur pouvoir d'achat.

D'un côté, les industries manufacturières et sidérurgiques américaines figurent parmi les principaux bénéficiaires de cette politique protectionniste. L'augmentation des droits de douane sur l'acier canadien et les produits manufacturés chinois permet à de nombreuses entreprises locales de regagner des parts de marché et de relancer leur production. Le secteur automobile, longtemps affecté par la concurrence étrangère, profite également de ces mesures, qui favorisent l'achat de composants nationaux. Par ailleurs, des industries stratégiques comme la production de semi-conducteurs, les batteries électriques et l'aéronautique bénéficient d'un soutien renforcé visant à sécuriser la chaîne d'approvisionnement et à réduire la dépendance aux importations asiatiques.

Cependant, tous les secteurs ne tirent pas profit de cette politique. De nombreuses entreprises, notamment celles qui dépendent de l'importation de matières premières, sont confrontées à une hausse de leurs coûts de production. Par exemple, les constructeurs automobiles américains doivent faire face à des prix plus élevés pour l'acier et l'aluminium, ce qui réduit leur compétitivité sur le marché mondial. De même, les entreprises du secteur technologique, qui importent massivement des composants électroniques d'Asie, voient leurs coûts augmenter, ce qui freine l'innovation et la croissance. Cette situation pourrait inciter certaines multinationales américaines à délocaliser davantage leur production dans des pays où les coûts restent plus compétitifs, contrecarrant ainsi l'objectif initial de la politique protectionniste.

Les consommateurs américains sont également parmi les premiers touchés par cette hausse des droits de douane. En taxant les importations de biens de consommation courante en provenance de Chine, du Canada et d'Europe, l'administration Trump provoque une augmentation des prix sur de nombreux produits essentiels, notamment l'électronique, les vêtements, l'électroménager et certains produits alimentaires⁶⁷. Cette inflation pèse particulièrement sur les ménages à revenus modestes, qui voient leur pouvoir d'achat diminuer face à la montée des prix. De plus, les mesures de rétorsion adoptées par les partenaires commerciaux des États-Unis impactent les exportations agricoles américaines, ce qui affecte les revenus des agriculteurs et des producteurs locaux.

À plus long terme, cette politique tarifaire pourrait avoir des effets négatifs sur l'économie américaine dans son ensemble. La hausse des coûts de production combinée à une inflation croissante risque de freiner la croissance et d'accentuer les risques de récession⁶⁸. En outre, la détérioration des

⁶⁵ Disponible sur https://www.huffingtonpost.fr/international/article/la-chine-repond-a-donald-trump-en-taxant-le-petrole-les-hydrocarbures-et-les-vehicules-americains_245737.html. Consulté le 30 mars 2025.

⁶⁶ Idem.

⁶⁷ Selon le Journal français 20 Minutes en ligne du 30 mars 2025, la taxe de 25 % sur les voitures importées aux États-Unis pourrait créer de l'inflation et donc rogner le pouvoir d'achat des Américains. Disponible sur <https://www.20minutes.fr/monde/etats-unis/4146055-20250330-etats-unis-trump-fiche-completement-effets-droits-douane-prix>. Consulté le 30 mars 2025.

⁶⁸ J. MARTIN, J. MORAN et D. STEVANOVIC, «Impacts macroéconomiques d'une guerre tarifaire Canada-États-Unis », in CIRANO pour réflexion, 2025PR-03. Disponible sur <https://doi.org/10.54932/GEIC9270>. Consulté le 30 mars 2025.

relations commerciales avec des partenaires clés comme la Chine, l'Union européenne et le Canada pourrait limiter les débouchés des entreprises américaines sur les marchés étrangers, réduisant ainsi leur compétitivité à l'international. Certains économistes mettent en garde contre une spirale protectionniste qui, en restreignant les échanges commerciaux, pourrait affaiblir l'économie mondiale et provoquer des turbulences financières⁶⁹.

Malgré ces préoccupations, l'administration Trump justifie sa politique en mettant en avant la nécessité de rééquilibrer les échanges commerciaux et de garantir la souveraineté industrielle des États-Unis. Cependant, l'impact réel de cette stratégie dépendra de la capacité des entreprises américaines à s'adapter aux nouvelles conditions du marché et des réactions des autres puissances économiques face à ces mesures protectionnistes.

III. ANALYSE CRITIQUE DE L'EFFICACITE DES TARIFS DOUANIERS SOUS TRUMP

L'efficacité des tarifs douaniers sous l'administration Trump suscite de vifs débats parmi les économistes et les acteurs du commerce international. Si ces mesures ont permis de protéger certaines industries nationales et de réduire le déficit commercial avec certains partenaires, elles ont également entraîné des effets négatifs, notamment une hausse des coûts de production, une inflation pour les consommateurs et des tensions diplomatiques avec des alliés stratégiques. Cette analyse critique vise à évaluer dans quelle mesure la politique tarifaire de Trump a réellement atteint ses objectifs économiques et si ses impacts ont été durables ou contre-productifs pour l'économie américaine et mondiale.

3.1. Effets positifs et réussite de la stratégie tarifaire

3.1.1. Augmentation des recettes fiscales

L'un des principaux objectifs de la politique tarifaire de l'administration Trump est l'augmentation des recettes fiscales à travers la taxation accrue des importations⁷⁰. En relevant les droits de douane sur un large éventail de produits étrangers, notamment ceux en provenance de la Chine, du Canada et de l'Union européenne, les autorités américaines cherchent à renforcer les ressources financières du Trésor public. L'idée sous-jacente est que ces taxes, payées par les importateurs, viendront alimenter le budget fédéral et permettront de financer des dépenses publiques essentielles, telles que les infrastructures, la défense et les programmes sociaux.

Dans la logique de l'administration Trump, cette stratégie vise également à compenser certaines baisses de recettes issues des réformes fiscales antérieures, qui avaient réduit l'imposition des entreprises et des particuliers. En augmentant les droits de douane, l'État espère ainsi diversifier ses sources de revenus et réduire sa dépendance aux prélèvements fiscaux traditionnels. De plus, en rendant certains produits importés plus coûteux, le gouvernement entend stimuler la production nationale, ce qui pourrait générer davantage de revenus fiscaux via l'impôt sur les sociétés et la taxation des revenus des travailleurs employés dans les industries protégées par ces barrières douanières.

Toutefois, la réussite de cette stratégie dépend largement de la réaction des partenaires commerciaux des États-Unis. Si ces derniers ne prennent pas de mesures de rétorsion et continuent d'exporter leurs produits vers le marché américain, alors la hausse des tarifs pourrait effectivement se traduire par une augmentation significative des recettes fiscales. En revanche, si ces partenaires décident de réorienter leurs exportations vers d'autres marchés ou d'adopter des représailles commerciales, l'effet attendu pourrait être limité, voire contre-productif. De plus, le risque d'une baisse des volumes d'importation, due à la diminution de la demande causée par des prix plus élevés, pourrait à terme limiter la croissance des recettes douanières.

Dans ce contexte, bien que l'augmentation des droits de douane puisse apporter un surcroît de revenus à court terme, son efficacité à long terme reste incertaine. L'impact de cette politique dépendra de la capacité des entreprises et des consommateurs américains à absorber ces coûts additionnels, ainsi

⁶⁹ Voy. M. JOBERT, « Droits de douane: entre avantages et pièges », in *Dossiers Cairn*, 2025, no 14.

⁷⁰ P. IBANDA KABAKA, *Droit congolais de recettes fiscales et douanières à l'aune du droit français*, Paris, Edilivre, 2024, pp. 59-60.

que des réponses des partenaires commerciaux des États-Unis face à cette nouvelle donne protectionniste.

3.1.2. Relocalisation de certaines industries

L'un des effets escomptés de la politique tarifaire de l'administration Trump en 2025 est la relocalisation et l'implantation de certaines industries sur le sol américain. En augmentant les droits de douane sur une large gamme de produits importés, notamment en provenance de la Chine, du Canada et de l'Union européenne, le gouvernement cherche à encourager les entreprises à produire localement plutôt qu'à dépendre des importations. Cette stratégie s'inscrit dans une vision protectionniste visant à restaurer la souveraineté industrielle des États-Unis et à réduire leur dépendance aux chaînes d'approvisionnement étrangères, notamment dans les secteurs stratégiques comme l'acier, l'électronique et l'automobile⁷¹.

L'un des arguments clés avancés par l'administration Trump est que la hausse des coûts des importations rend la production locale plus compétitive, incitant ainsi les multinationales et les entreprises américaines à investir davantage sur le territoire national. Par exemple, dans l'industrie manufacturière, certaines entreprises qui dépendaient jusqu'alors de fournisseurs asiatiques pourraient choisir de relocaliser leurs unités de production aux États-Unis afin d'éviter les taxes douanières et de bénéficier des incitations fiscales mises en place par le gouvernement. Cette dynamique pourrait, à terme, favoriser la création d'emplois et revitaliser des régions industrielles qui avaient souffert de la délocalisation au cours des décennies précédentes.

Cependant, la réussite de cette stratégie dépend de plusieurs facteurs. Tout d'abord, le coût du travail et des matières premières aux États-Unis reste plus élevé que dans certains pays asiatiques, ce qui pourrait freiner le retour de certaines industries. De plus, la relocalisation d'une production industrielle ne se fait pas instantanément : elle nécessite des investissements considérables en infrastructures, en formation de la main-d'œuvre et en adaptation des chaînes de production. À court terme, il est donc peu probable que la politique tarifaire entraîne un rapatriement massif d'usines, mais elle pourrait en revanche inciter certaines entreprises à privilégier des fournisseurs nationaux pour certaines étapes de la production.

Par ailleurs, la réaction des partenaires commerciaux est un élément déterminant. Si les États ciblés par ces mesures protectionnistes adoptent des représailles, cela pourrait dissuader certaines entreprises de relocaliser, notamment celles qui exportent une part importante de leur production vers ces marchés⁷². De plus, certaines industries pourraient choisir des stratégies alternatives, comme la délocalisation vers des pays non affectés par les nouveaux tarifs douaniers, plutôt qu'un véritable retour aux États-Unis. En définitive, bien que l'augmentation des droits de douane puisse théoriquement favoriser la relocalisation industrielle, sa mise en œuvre effective reste complexe. Le succès de cette approche dépendra des coûts de production aux États-Unis, des mesures d'accompagnement adoptées par le gouvernement et des réactions des entreprises face à ces nouvelles contraintes économiques.

3.1.3. Création d'emplois dans certains secteurs

L'un des arguments majeurs avancés par l'administration Trump pour justifier sa politique tarifaire en 2025 est la création d'emplois dans certains secteurs stratégiques⁷³. En augmentant les droits de douane sur les importations en provenance de la Chine, du Canada et de l'Union européenne, le gouvernement espère stimuler la production nationale et encourager les entreprises à embaucher davantage sur le sol américain. Ce protectionnisme économique vise particulièrement les industries manufacturières, métallurgiques, technologiques et agricoles, qui ont été affectées par la concurrence internationale et la délocalisation au cours des dernières décennies.

⁷¹ C. BLOT, E. FELTZ et M. PLANE, « TRUMP II : une analyse de l'impact économique, social et climatique de la politique à venir », in *OFCE Policy Brief*, 2025, vol. 140, pp. 1-20.

⁷² J.-B. VELUT, « Le « choc de Trump » et la Chine : leçons du protectionnisme trumpien », in *Politique américaine*, 2021, vol. 37, no 2, pp. 111-132.

⁷³ D. KESSELMAN, « États-Unis. Le bilan de la présidence Trump en matière d'emploi : quels défis pour les organisations syndicales ? », in *Chronique Internationale de l'IRES*, 2021, vol. 173, no 1, pp. 49-62.

Dans le secteur de l'acier et de l'aluminium, par exemple, les taxes douanières imposées sur les importations canadiennes devraient accroître la demande pour les producteurs américains, ce qui pourrait conduire à une hausse de la production et, par conséquent, à l'embauche de travailleurs supplémentaires. De la même manière, l'augmentation des tarifs douaniers sur les produits électroniques chinois vise à renforcer la production locale de composants et de semi-conducteurs, secteur dans lequel le gouvernement américain cherche à réduire sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs asiatiques.

L'agriculture pourrait également bénéficier de cette politique, dans la mesure où les restrictions imposées sur certains produits importés devraient favoriser la consommation de produits locaux. Le gouvernement pourrait accompagner cette stratégie par des subventions destinées aux agriculteurs et aux producteurs américains, leur permettant ainsi de mieux concurrencer les importations étrangères. Cela pourrait se traduire par un regain d'activité et une augmentation des opportunités d'emplois dans les régions rurales.

Toutefois, cette politique comporte des limites et des risques. D'une part, si la hausse des droits de douane entraîne une augmentation du coût des matières premières pour certaines entreprises, celles-ci pourraient compenser ces coûts en automatisant davantage leur production plutôt qu'en embauchant de nouveaux travailleurs. D'autre part, les représailles commerciales des partenaires étrangers, notamment la Chine et l'Union européenne, risquent de réduire les exportations américaines, affectant ainsi négativement certains secteurs comme l'agriculture et l'aéronautique, qui dépendent fortement des marchés internationaux.

Il convient de noter que les créations d'emplois attendues ne concernent pas tous les secteurs de manière égale. Si certaines industries protégées par les barrières tarifaires peuvent connaître un regain d'activité, d'autres, en revanche, souffriront des perturbations causées par la guerre commerciale. Le secteur du commerce de détail, par exemple, pourrait voir les prix des produits augmenter, entraînant une baisse de la consommation et des licenciements dans certaines chaînes de distribution.

La politique tarifaire de Trump peut générer des créations d'emplois dans certaines industries clés, mais son efficacité dépendra de nombreux facteurs, notamment la réaction des entreprises aux coûts supplémentaires, la capacité du marché du travail à absorber ces nouveaux emplois et les conséquences des représailles commerciales sur l'économie américaine dans son ensemble.

3.2. Limites et effets pervers des hausses tarifaires

3.2.1. Hausse des prix pour les consommateurs

L'un des principaux effets pervers des hausses tarifaires imposées par l'administration Trump en 2025 est la hausse des prix pour les consommateurs américains⁷⁴. En augmentant les droits de douane sur des produits de consommation courante importés, tels que les appareils électroniques, les voitures, les produits alimentaires et les biens de première nécessité, le gouvernement entraîne mécaniquement une élévation des coûts pour les ménages. Les entreprises qui importent ces biens, qu'il s'agisse de distributeurs ou de fabricants dépendant de matières premières étrangères, répercutent souvent ces coûts supplémentaires sur les prix de vente afin de maintenir leurs marges bénéficiaires.

Les secteurs les plus touchés sont ceux où la dépendance aux importations est forte. Par exemple, l'augmentation des droits de douane sur les produits en provenance de Chine affecte directement les prix des smartphones, des ordinateurs et d'autres équipements électroniques, étant donné que ces biens sont majoritairement fabriqués en Asie. De même, la taxation de l'acier et de l'aluminium importés du Canada entraîne une hausse des coûts de production pour l'industrie automobile, ce qui se traduit par des voitures plus chères pour les consommateurs.

L'impact sur le pouvoir d'achat est d'autant plus préoccupant que ces hausses de prix ne sont pas compensées par une augmentation proportionnelle des salaires. Les ménages à revenu moyen et faible, qui consacrent une part plus importante de leur budget aux produits de consommation courante, sont les plus vulnérables à ces hausses tarifaires. Une inflation induite par les droits de douane peut ainsi

⁷⁴ C. BLOT, E. FELTZ et M. PLANE, « TRUMP II: une analyse de l'impact économique, social et climatique de la politique à venir », in *OFCE Policy Brief*, 2025, vol. 140, pp. 1-20.

réduire leur capacité d'épargne et entraîner une diminution de la demande intérieure, ce qui, paradoxalement, pourrait freiner la croissance économique⁷⁵.

En outre, les effets de la politique tarifaire ne se limitent pas aux biens de consommation. L'augmentation des coûts de production dans certains secteurs industriels, due à des matières premières plus chères, peut également impacter le marché du travail. Les entreprises confrontées à des coûts croissants peuvent être amenées à réduire leurs effectifs ou à délocaliser leur production dans des pays non soumis aux nouveaux tarifs douaniers, ce qui affaiblirait l'objectif initial de relocalisation industrielle voulu par l'administration Trump.

Rappelons que, si la hausse des droits de douane vise à protéger certaines industries américaines et à renforcer la production nationale, elle engendre aussi un coût significatif pour les consommateurs. L'inflation importée et la baisse du pouvoir d'achat risquent d'annuler une partie des bénéfices attendus de cette politique, et ce d'autant plus que les entreprises affectées pourraient trouver d'autres moyens d'échapper à ces restrictions, notamment en diversifiant leurs sources d'approvisionnement ou en contournant les taxes via des réexportations depuis des pays non ciblés par ces mesures protectionnistes.

3.2.2. Mesures de rétorsion des partenaires commerciaux

Les hausses tarifaires imposées par l'administration Trump en 2025 risquent de provoquer d'importantes mesures de rétorsion de la part des partenaires commerciaux des États-Unis, notamment la Chine, l'Union européenne, le Canada et plusieurs pays africains. Historiquement, les guerres commerciales ont souvent conduit à des représailles économiques, les pays ciblés par des droits de douane supplémentaires réagissant en appliquant des taxes équivalentes sur les exportations américaines. Ce cycle de sanctions et contre-sanctions peut entraîner une escalade des tensions économiques et nuire au commerce international.

La Chine, principale cible des politiques tarifaires de Trump, vient de réagir ce 4 avril 2025 en augmentant les droits de douane sur les produits américains⁷⁶, comme elle l'avait fait lors de la guerre commerciale de 2018-2019⁷⁷. En 2025, Pékin pourrait s'attaquer aux exportations agricoles américaines, en particulier le soja et le maïs, des secteurs déjà fragilisés par les tensions commerciales antérieures. La Chine pourrait également privilégier d'autres fournisseurs pour des produits stratégiques comme les semi-conducteurs et l'aéronautique, réduisant ainsi les parts de marché des entreprises américaines comme Boeing et Intel sur son territoire.

L'Union européenne, également concernée par les menaces d'augmentation des droits de douane, pourrait adopter une approche similaire⁷⁸. En 2018, Bruxelles avait imposé des taxes sur des produits emblématiques américains comme le bourbon, les motos Harley-Davidson et les jeans Levi's en réponse aux taxes américaines sur l'acier et l'aluminium. En 2025, une riposte similaire pourrait viser les industries américaines clés, comme le secteur technologique et automobile, voire des services financiers, accentuant les tensions transatlantiques.

Le Canada, touché par la taxe de 10 % sur son acier et d'autres produits de consommation, pourrait réagir en taxant des produits agricoles et manufacturiers américains. Étant l'un des principaux partenaires commerciaux des États-Unis, Ottawa pourrait chercher à négocier, mais face à une position rigide de Washington, il pourrait opter pour des représailles ciblées visant des États-clés politiquement sensibles pour Trump.

⁷⁵ Les taxes douanières de Trump fragilisent la croissance mondiale, avertit l'OCDE. Dans son rapport trimestriel, publié lundi 17 mars 2025, l'organisation met en garde quant aux effets de la politique protectionniste du président américain sur l'inflation aux États-Unis et révisé à la baisse ses prévisions pour 2025. Le climat d'incertitude pèse sur les entreprises, sur le moral des ménages et sur la production. Disponible sur https://www.courrierinternational.com/article/economie-les-taxes-douanieres-de-trump-fragilisent-la-croissance-mondiale-avertit-l-ocde_228872. Consulté le 2 avril 2025.

⁷⁶ La Chine a décidé le vendredi 4 avril 2025 d'appliquer 34% de hausse des droits douaniers sur les produits américains. Il s'agit là de vraies représailles à taux équivalent.

⁷⁷ J.-B. VELUT, « Le 'choc de Trump' et la Chine: leçons du protectionnisme trumpien », in *Politique américaine*, 2021, vol. 37, no 2, pp. 111-132.

⁷⁸ C. BLOT, E. FELTZ et M. PLANE, « TRUMP II: une analyse de l'impact économique, social et climatique de la politique à venir », in *OFCE Policy Brief*, 2025, vol. 140, pp. 1-20.

Les mesures de Trump pourraient avoir des conséquences particulièrement marquées en Afrique, notamment avec la suppression de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act)⁷⁹, qui permettait à plusieurs pays africains d'exporter vers les États-Unis en bénéficiant d'un accès préférentiel⁸⁰. La fin de cet accord nuirait aux industries textiles et agricoles africaines et pourrait pousser ces pays à renforcer leurs relations commerciales avec la Chine et l'Union européenne. De plus, la suppression de l'USAID et des aides économiques américaines pourrait fragiliser les économies africaines dépendantes de ces financements pour leur développement. Selon le Journal français Le Monde en ligne du 28 mars 2025, « la décision de l'administration Trump de supprimer une large part des programmes de l'USAID est à la fois indécente pour ses conséquences immédiates et dramatiques sur des millions de personnes, et à courte vue pour les États-Unis, qui ne vont faire qu'accélérer l'immigration clandestine et dégrader la situation sanitaire mondiale. Ce retrait de l'aide internationale est un mauvais calcul. »⁸¹

Loin de bénéficier uniquement aux États-Unis, la politique tarifaire agressive de Trump en 2025 risque de provoquer des représailles qui affaibliraient à la fois les exportations américaines et l'économie mondiale. L'isolement économique qui en découlerait pourrait, paradoxalement, nuire aux industries américaines elles-mêmes, tout en renforçant la coopération entre les partenaires commerciaux lésés.

3.2.3. Impact sur la croissance économique et l'inflation aux États-Unis et risque de contraction du commerce mondial

L'augmentation des tarifs douaniers sous l'administration Trump en 2025 aura des répercussions significatives sur la croissance économique et l'inflation aux États-Unis, tout en posant un risque sérieux de contraction du commerce mondial. L'objectif principal de cette politique est de protéger les industries nationales en rendant les importations plus coûteuses et en incitant les entreprises à relocaliser leur production aux États-Unis. Toutefois, cette approche comporte des effets secondaires qui pourraient compromettre ses bénéfices escomptés.

3.2.3.1. Impact sur la croissance économique et l'inflation aux États-Unis

L'un des premiers effets de la hausse des droits de douane est l'augmentation des coûts de production pour les entreprises américaines qui dépendent de matières premières et de composants importés. Par exemple, le secteur manufacturier, fortement dépendant de l'acier et de l'aluminium, verra ses coûts de production augmenter, ce qui pourrait freiner la compétitivité des industries nationales et limiter leur expansion. De plus, des entreprises dans des secteurs comme l'automobile et l'électronique pourraient être contraintes d'augmenter leurs prix pour compenser la hausse des coûts, alimentant ainsi l'inflation.

La montée de l'inflation réduirait le pouvoir d'achat des ménages, notamment ceux à revenu moyen et faible qui consacrent une part importante de leur budget aux biens de consommation courante. En conséquence, la consommation intérieure, moteur clé de la croissance économique aux États-Unis, pourrait ralentir. Si les ménages dépensent davantage pour des produits de première nécessité à cause de l'inflation, ils auront moins de ressources pour des biens et services discrétionnaires, ce qui risque de freiner l'expansion d'autres secteurs économiques.

De plus, la Réserve fédérale américaine pourrait être contrainte de relever ses taux d'intérêt pour contenir l'inflation⁸², ce qui rendrait le crédit plus coûteux pour les entreprises et les consommateurs⁸³. Un resserrement monétaire⁸⁴ freinerait l'investissement des entreprises et ralentirait la croissance du

⁷⁹ T. ZAPPILE, « Accords commerciaux non réciproques et commerce : l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) accroît-il les échanges commerciaux ? », in *Perspectives d'études internationales*, 2011, vol. 12, n° 1, pp. 46-67.

⁸⁰ N.P.S. COOK et J.C. JONES, « The African growth and opportunity act (AGOA) and export diversification », in *The Journal of International Trade & Economic Development*, 2015, vol. 24, no 7, pp. 947-967.

⁸¹ Disponible sur https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/03/28/etats-unis-le-retrait-de-l-aide-internationale-est-un-mauvais-calcul_6587132_3232.html. Consulté le 2 avril 2025.

⁸² S. PARDEE, « La Réserve fédérale face à une croissance plus lente et une inflation plus rapide », in *Revue d'économie financière*, 1994, no 30, pp. 255-258.

⁸³ P.R. KRUGMAN et R. WELLS, *Macroéconomie*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2016, p.834.

⁸⁴ F. PISANI, A. MARTIN et M. CHEVALLIER, « La capacité des États-Unis à gérer leur endettement est aujourd'hui entravée », in *Alternatives Économiques*, 2024, vol. 442, no 1, pp. 70-73.

PIB américain. Historiquement, une hausse des tarifs douaniers a souvent conduit à un ralentissement économique⁸⁵, comme l'a illustré la crise de 1930 avec la loi Smoot-Hawley qui avait aggravé la Grande Dépression⁸⁶.

3.2.3.2. Risque de contraction du commerce mondial

Au-delà des frontières américaines, la politique protectionniste de Trump pourrait avoir un effet domino sur l'économie mondiale⁸⁷. L'augmentation des droits de douane risque d'entraîner des représailles de la part des partenaires commerciaux des États-Unis, ce qui réduirait les exportations américaines et limiterait l'accès des entreprises américaines aux marchés étrangers.

La Chine, l'Union européenne et le Canada, qui figurent parmi les principaux partenaires commerciaux des États-Unis, pourraient imposer des mesures de rétorsion en augmentant leurs propres barrières tarifaires sur les produits américains. Cela aurait pour effet de diminuer les exportations américaines dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'aéronautique et la technologie, affaiblissant ainsi la compétitivité des entreprises américaines sur le marché mondial.

En outre, un ralentissement des échanges internationaux pourrait nuire à l'ensemble de l'économie mondiale. La contraction du commerce mondial affecterait particulièrement les pays émergents et en développement qui dépendent des exportations pour leur croissance. Si la demande américaine pour les produits étrangers diminue, cela pourrait réduire les revenus des pays exportateurs, provoquant un ralentissement de leur activité économique et une instabilité financière sur les marchés internationaux.

La fragmentation du commerce mondial pourrait accélérer la tendance à la régionalisation des échanges, poussant certaines économies à privilégier des alliances commerciales alternatives. Par exemple, la Chine et l'Union européenne pourraient renforcer leurs relations commerciales avec d'autres pays en excluant partiellement les États-Unis, ce qui affaiblirait leur influence économique mondiale à long terme.

Si la politique tarifaire de Trump vise à stimuler la production intérieure et à protéger les emplois américains, elle risque d'avoir des effets inverses en augmentant l'inflation, en réduisant le pouvoir d'achat des consommateurs et en provoquant un ralentissement de la croissance économique. De plus, les tensions commerciales accrues menacent la stabilité du commerce mondial, ce qui pourrait entraîner un repli de l'activité économique à l'échelle internationale. L'administration américaine devra donc arbitrer entre les bénéfices à court terme d'un protectionnisme renforcé et les risques économiques qu'une telle stratégie pourrait engendrer sur le long terme.

CONCLUSION

Les politiques tarifaires mises en œuvre par l'administration Trump en 2025 visent à protéger les industries américaines et à renforcer la souveraineté économique des États-Unis. Cependant, cette approche protectionniste comporte des risques significatifs, tant pour l'économie américaine que pour le commerce international⁸⁸. Les hausses de droits de douane ont pour effet d'accroître les prix pour les

⁸⁵ J.M. SIROËN, « La politique commerciale américaine: une perspective historique », in *Revue française d'économie*, 1988, vol. 3, no 4, pp. 95-124.

⁸⁶ J. HEFFER, « L'âge d'or du protectionnisme américain », in *Histoire Économie et Société*, 2003, pp. 7-22.

⁸⁷ C. BLOT, E. FELTZ et M. PLANE, « TRUMP II: une analyse de l'impact économique, social et climatique de la politique à venir », in *OFCE Policy Brief*, 2025, vol. 140, pp. 1-20.

⁸⁸ J. SAPIR, « Chapitre III. Mort et résurrection du protectionnisme », in *J. SAPIR, Le protectionnisme, Paris, PUF, Coll. Que sais-je?*, 2022, pp. 84-119.

consommateurs, de perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales et de réduire la compétitivité des entreprises américaines. Les répercussions de ces mesures ne se limitent pas aux États-Unis, car elles entraînent des représailles de la part de nombreux partenaires commerciaux, amplifiant ainsi les tensions économiques et limitant la croissance à l'échelle mondiale.

Le tarif douanier, dans sa dimension fiscale, est un outil efficace pour générer des recettes pour l'État, en particulier dans des économies où la pression fiscale interne est faible, comme en RDC. Cependant, lorsqu'il est utilisé comme un instrument de protection économique, il peut devenir une arme à double tranchant. Si, d'une part, il protège certaines industries nationales et encourage la relocalisation, d'autre part, il peut entraîner une hausse des prix, nuire à l'emploi dans d'autres secteurs et créer une instabilité dans le commerce international. En ce sens, il devient difficile de trancher définitivement entre ses bienfaits à court terme et ses effets délétères à long terme.

Les perspectives pour l'avenir des politiques tarifaires, tant aux États-Unis qu'au niveau mondial, dépendent largement des évolutions économiques et géopolitiques. Si l'administration américaine maintient sa stratégie de hausse des tarifs, elle pourrait voir ses relations commerciales se détériorer davantage, réduisant les bénéfices attendus et affectant sa position sur le marché mondial. Le protectionnisme pourrait alors se traduire par une diminution des échanges internationaux, une fragmentation du commerce mondial et une instabilité accrue des marchés financiers. Toutefois, des ajustements dans la politique tarifaire, accompagnés de négociations multilatérales, pourraient permettre d'en atténuer les effets négatifs.

Dans ce contexte, l'avenir des politiques tarifaires repose sur la capacité des gouvernements à concilier protectionnisme et ouverture économique. Un équilibre devra être trouvé pour protéger les secteurs stratégiques tout en préservant la compétitivité des économies nationales sur la scène internationale. La coopération multilatérale, la mise en place d'accords commerciaux équilibrés et la gestion prudente des droits de douane seront essentielles pour garantir un commerce mondial stable, capable de répondre aux défis économiques contemporains.